

N'UTILISONS PAS LES MOTS DE L'ÉTAT : DE « IMMIGRÉ » À « MUSULMAN » *Ou comment les mots créent une réalité.*

Depuis 2 ou 3 ans, il semble qu'il n'y a plus « *d'immigrés* » en France. Pourtant, pendant des années, toute une partie de la population, française ou non, était catégorisée « *immigrés* » : Sarkozy a même créé un Ministère de l'Immigration. « *Immigré* » ce mot désignait tout habitant du pays non blanc, et sans fortune. Même les enfants nés ici étaient inclus dans cette catégorie, comme « *issus de l'immigration* ».

Les mots ne sont pas neutres : « *Immigré* » est apparu avec la crise, dans les années 70, pour désigner les milliers d'ouvriers chassés des usines et leurs familles. Etant « *immigrés* », ils n'avaient pas « *vocation à rester en France* » pour reprendre l'expression de Jospin. Ceux qui restaient, parce que tout simplement, leur vie était là, étaient ainsi désignés comme étrangers au pays, même si par leur travail et leur vie, ils contribuaient à sa construction.

Peu à peu, la notion s'est imposée, des ouvriers vivant ici depuis des années ont commencé à se définir eux-mêmes comme « *immigrés* » et non plus comme ouvriers, leurs enfants français se sont appelés « *beurs* » ou « *enfants d'immigrés* », de plus en plus de gens ont commencé à trouver normal qu'on leur retire des droits, qu'on les surveille, qu'ils ne soient pas égaux avec les autres habitants.

Au lieu de se penser et de penser les autres comme habitant tous le même pays, la séparation entre « *immigrés* » et « *français* », s'est généralisée, enfermant les gens dans des catégories imposées, et faisant de ces catégories une réalité admise.

« IMMIGRÉ » ÉTAIT UN MOT ETATIQUE : IL NE DÉCRIVAIT PAS UNE RÉALITÉ, IL LA CRÉAIT.

Aujourd'hui, « *immigré* » n'est pratiquement plus employé. Il y a toujours en France des habitants d'origine étrangère, majoritairement ouvriers et employés, la plupart français, mais plus personne ne les désigne comme « *immigrés* ». Ils sont devenus une partie d'une catégorie nouvelle, « *les musulmans* ».

Nous disons que , comme « *immigré* », « *musulman* » est un mot politique, au sens où il est employé par les partis, les gouvernements, les média, les gens eux-mêmes, pour désigner faussement une partie des habitants de France : « *musulmans* » ne s'applique pas à toutes les personnes musulmanes de France, et ne s'applique pas qu'aux personnes musulmanes. Tout comme « *immigré* » désignait aussi bien des jeunes français que des personnes venant d'arriver sur le territoire, mais ne s'appliquait absolument pas aux ingénieurs anglais ou allemands d'Airbus, « *musulman* » aujourd'hui veut essentiellement dire « *arabe* » ou « *noir* » quelle que soit la religion de la personne ainsi désignée. (Remarquez qu'un musulman blanc n'est pas appelé « *musulman* », mais « *converti* »).

C'est une catégorie subjective, imaginaire, mais qui devient réelle à force d'être utilisée et intériorisée : « *musulman* » ou pas, tout le monde comprend de qui on parle quand on emploie ce mot-là. Et plus on l'emploie, plus on le légitime, plus on se pense et on pense les autres en termes de « *musulmans* » ou « *non-musulmans* ». C'est un enfermement où on se met soi-même.

C'est un enfermement et c'est une exclusion. A la différence de « *immigré* », « *musulman* » s'applique essentiellement à des habitants de nationalité française, et permet d'isoler une nouvelle catégorie, les « *faux français* », suspects de ne pas respecter « *les valeurs de la République* » et donc de se voir retirer la nationalité, au contraire des « *vrais français* » qui marchent droit et obéissent à l'état.

« *Musulman* », c'est une façon de rendre une partie des habitants étrangers dans leur propre pays, aux yeux des autres mais aussi à leurs propres yeux.

IL Y A DES MOTS QUI SERVENT À LA GUERRE, IL Y A DES MOTS QUI OUVERT À LA PAIX.

La façon de se nommer et de nommer les autres a des effets. Déployé dans la sphère publique, « *musulman* », est aujourd'hui un mot qui accentue les tensions et constitue des fractions de la population en ennemis ; c'est un mot qui sert la guerre, y compris à l'extérieur du pays. Il justifie les bombardements anti DAECH mais il est aussi utilisé par DAECH qui se prétend l'état de tous les musulmans du monde et les appelle à la guerre et à l'assassinat de masse.

Là encore, c'est une volonté politique de confisquer un choix religieux personnel et d'empêcher toute possibilité de pratiquer sa religion de façon apaisée dans le pays où on vit.

C'est difficile de ne pas employer les mots de l'état, de ne pas penser avec les catégories que l'état a décidé de créer, parce que tout le monde les emploie comme des vérités incontestables.

Mais il faut pourtant rompre avec ça, cesser d'utiliser les mots de l'état pour parler des gens, parce que ce sont des mots faux et dangereux. Si on le laisse l'état français décider seul des mots pour catégoriser les gens, et de la place de ces catégories, on sait jusqu'où il peut aller, il a l'expérience : Il y a 75 ans, des français ont été sortis de la nationalité parce qu'ils étaient juifs.

Il ne s'agit pas de ne plus jamais utiliser le mot « *musulman* », mais de ne pas l'employer pour identifier des personnes, des groupes de personnes, en leur supposant des pensées, des réactions prédéfinies.

Aux mots de l'état pour nous désigner, nous devons opposer nos propres mots, notre propre dénomination. C'est possible. Dans les années 80/ 2000, les sans-papiers l'ont fait, en refusant de se penser comme « *clandestins* » et en se déclarant ouvriers du pays. Ce faisant, ils ont réussi à imposer la réalité de leur vie en France, en montrant à tous qu'ils travaillaient, et que s'ils n'étaient pas déclarés, c'est parce que l'état refusait de les régulariser et de leur accorder les droits de leur travail.

A NOUS DE TROUVER LES MOTS DE LA PAIX.

Pour cela, nous avons déjà un chemin :

- Partir de la France comme pays de tous ceux qui y vivent, car c'est les gens qui font le pays.
- Eviter d'utiliser les mots de l'état pour désigner les autres habitants, réfléchir à ce qui nous constitue dans ce pays en positif, et le mettre en avant comme l'ont fait les sans-papiers avec leur réalité d'ouvriers, de travailleurs de France,
- S'impliquer dans les situations du point de vue du pays pour tous, pour les transformer, et ainsi rendre visible une autre réalité, celle que nous décidons de mettre en avant.

C'est ce sentier que nous avons décidé de tracer, celles et ceux qui pensent la paix possible et savent qu'elle ne viendra pas des états, mais de la volonté d'individus rassemblés pour la construire, la consolider, dans la durée et la précision des situations.

Ceux qui pensent la paix possible.